

PROGRAMME

**Diagnostic de la salle du trône, de la salle du Comtat, de
la cour extérieure
et création d'une rampe d'accès PMR rayonnante sur le
parvis du Palais de Justice de Carpentras**



Le présent programme comporte 22 pages.

PREAMBULE

Le Ministère de la Justice souhaite procéder au diagnostic de la salle du trône avec son alcôve et son annexe, de la salle d'audience principale appelée salle du Comtat et de la cour extérieure du Palais de Justice de Carpentras (84) – phase 1.

Également, suite aux travaux de mise aux normes et de restauration du Palais de Justice de Carpentras (84) qui se sont terminés le 08/12/2022, le Ministère de la Justice souhaite procéder à la réalisation d'une rampe d'accès PMR rayonnante au niveau de l'entrée principale du bâtiment afin de terminer la mise en accessibilité complète du palais – phase 2.

Le présent programme est établi par la maîtrise d'ouvrage en application l'article L2421-2 du code de la commande publique. Il doit permettre au maître d'œuvre de proposer une réponse technique et fonctionnelle aux objectifs fixés par le maître d'ouvrage.

C'est une pièce contractuelle, conformément à l'article 2 du CCAP, entre l'équipe de maîtrise d'œuvre et le maître d'ouvrage, il ne peut être modifié sans accord écrit de ce dernier.

Il définit le niveau minimal de qualité exigé par le maître d'ouvrage. Il ne doit pas constituer un obstacle à la liberté de choix de solutions techniques par le concepteur. À cet effet, et dans la mesure du possible, il a été rédigé sous forme d'exigence.

Le programme débute par une présentation de l'opération, des divers intervenants, une description de l'existant et les diagnostics réalisés. Il énonce ensuite les principaux besoins et exigences techniques. Il recense pour finir les différentes contraintes que le maître d'œuvre doit prendre en compte.

TABLE DES MATIERES

PREAMBULE	2
1 PRESENTATION	4
1.1 ORGANISATION DE LA MAITRISE D'OUVRAGE.....	4
1.2 LOCALISATION ET SPECIFICITE.....	4
2 DIAGNOSTIC DE LA SALLE DU TRONE AVEC SON ALCOVE ET SON ANNEXE, DE LA SALLE DU COMTAT ET DE LA COUR EXTERIEURE DU PALAIS DE JUSTICE DE CARPENTRAS..	5
2.1 PRESENTATION DE L'OPERATION	5
2.1.1 Nature et objectifs de l'opération	5
2.1.2 Contexte	5
2.1.3 Photos des zones concernées par le diagnostic.....	6
2.2 CONSTAT ET BESOINS	9
2.2.1 Situation des zones et constat général	9
2.2.2 Périmètre et définition de l'opération	11
3 CREATION D'UNE RAMPE D'ACCES PMR RAYONNANTE SUR LE PARVIS DU PALAIS DE JUSTICE DE CARPENTRAS	15
3.1 PRESENTATION DE L'OPERATION	15
3.1.1 Nature et objectifs de l'opération	15
3.1.2 Contexte	15
3.2 CONSTAT ET BESOINS	15
3.2.1 Situation de la zone et constat général	15
3.2.2 Périmètre et définition de l'opération	18
4 CONTRAINTES ET EXIGENCES.....	20
4.1 CONTRAINTES REGLEMENTAIRES.....	20
4.2 CONTRAINTES PATRIMONIALES.....	20
4.3 CONTRAINTES AUTRES.....	20
5 COMPETENCES ATTENDUES POUR LA MAITRISE D'ŒUVRE	22
6 DELAIS DE REALISATION DE L'OPERATION ET BUDGET	22
6.1 DELAIS.....	22
6.2 ENVELOPPE FINANCIERE	22
7 CONCLUSION	22

2 DIAGNOSTIC DE LA SALLE DU TRONE AVEC SON ALCOVE ET SON ANNEXE, DE LA SALLE DU COMTAT ET DE LA COUR EXTERIEURE DU PALAIS DE JUSTICE DE CARPENTRAS – PHASE 1

2.1 Présentation de l'opération

2.1.1 Nature et objectifs de l'opération

Le présent programme concerne la réalisation d'un diagnostic des deux salles monumentales qu'il reste à rénover et de la cour extérieure du palais à savoir :

- La salle du trône du R+1 du Palais de Justice de Carpentras dont la fonction est une salle des délibérés / salle de réunion. Cette salle possède également un office annexe à prendre en compte.
- La salle du Comtat du Palais de Justice de Carpentras dont la fonction est une salle d'audience pénale.
- Une partie de la fresque de décors peints du hall entre ces deux salles qui n'a pas été entièrement reprise dans le cadre des précédents travaux.
- La cour extérieure du palais qui permet le stationnement des véhicules de service du palais et des véhicules de police lors des audiences.

Ces salles sont riches en éléments historiques aussi bien mobilier qu'immobilier. Un diagnostic technique et paysagé très précis et demandant des compétences particulières est attendu. En ce qui concerne la cour, un diagnostic technique est attendu.

2.1.2 Contexte

Le bâtiment du palais de justice de Carpentras a fait l'objet d'une restauration et une mise aux normes accessibilité et incendie complète entre 2017 et 2022, menée par le département immobilier d'Aix-en-Provence. Ces travaux ont porté sur l'intérieur du site hors salle du trône, salle d'audience pénale dite du Comtat, clos couvert et cour extérieure qui font l'objet de la future opération.

Un diagnostic du clos couvert a déjà été réalisé en 2020 pour la restauration des façades et des menuiseries extérieures. Des études historiques sur le bâtiment et certaines salles ont déjà été menées sur le bâtiment également lors de l'opération qui vient de s'achever. Les éléments seront fournis au titulaire du marché.

L'objectifs de ce nouveau diagnostic est de compléter les études afin de pouvoir lancer par la suite une opération de restauration des espaces qui ne l'ont pas encore été. Plus précisément, les éléments suivants sont attendus :

- Un diagnostic sanitaire complet des différents espaces
- Un estimatif précis des travaux à réaliser et du coût associé dans chaque zone (salle du trône et son office, salle d'audience du comtat, circulation entre la salle du trône et la salle d'audience du Comtat, cour extérieure)
- Un détail de phasage des travaux à réaliser avec un planning en prenant en compte que le bâtiment reste occupé pendant les travaux et sans arrêt de l'activité judiciaire
- L'accord de la DRAC pour la réalisation des travaux

2.1.3 Photos des zones concernées par le diagnostic



Salle du trône 1/6



Salle du trône 2/6



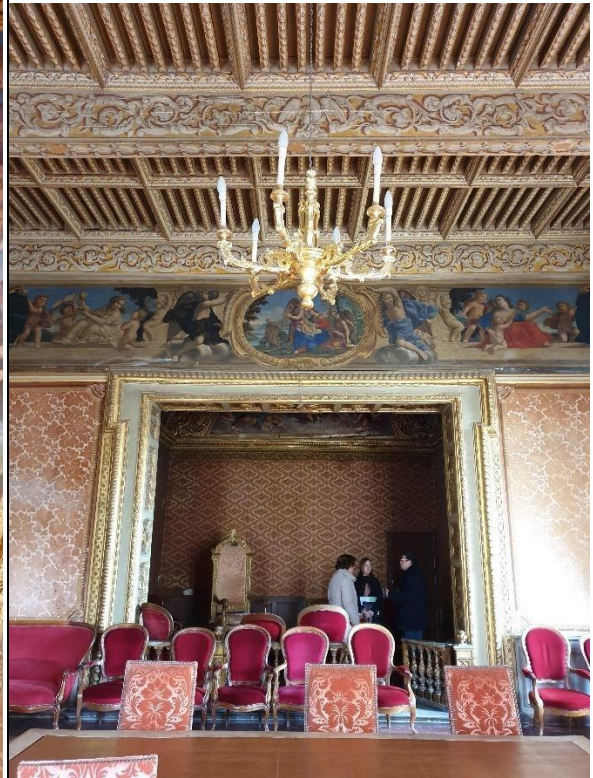
Salle du trône 3/6



Salle du trône 4/6



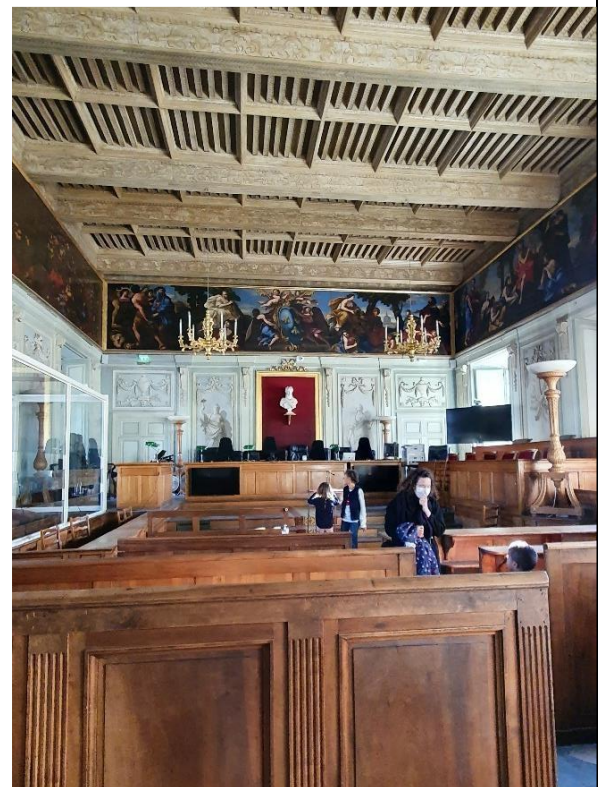
Salle du trône 5/6



Salle du trône 6/6



Salle correctionnelle 1/2



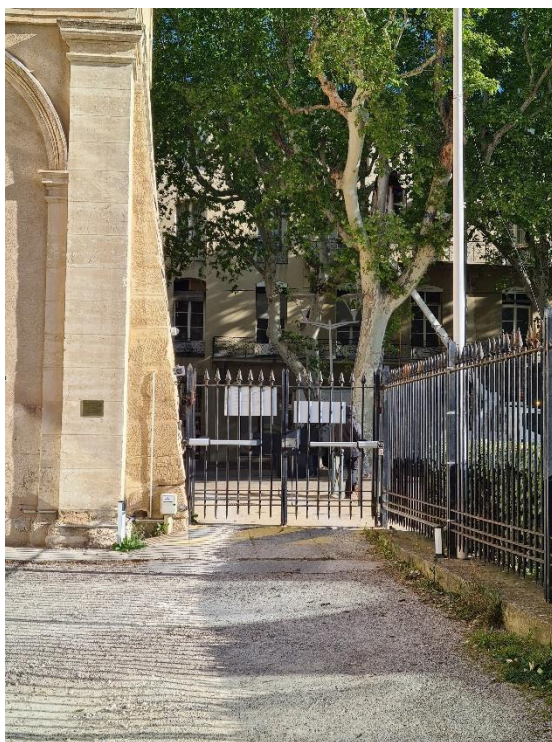
Salle correctionnelle 2/2



Cour extérieure 1/3



Cour extérieure 2/3



Cour extérieure 3/3

2.2 Constat et besoins

2.2.1 Situation des zones et constat général

Les travaux qui viennent de s'achever ont porté sur l'ensemble du bâtiment dans les domaines suivants :

- Mise en accessibilité : création d'un ascenseur, d'une plateforme PMR, ajout d'une salle d'audience au rez-de-chaussée accessible, création de WC PMR.
- Sécurité incendie et sureté : remplacement du câblage, de la centrale SSI et des éléments de détection. Remplacement du câblage électrique et réseau, modification du système de sureté global.
- Rénovation complète des espaces de bureaux et des espaces publics ;
- Modification du système de chauffage/climatisation et changement des menuiseries métalliques.
- Restauration et mise en valeur des décors peints des salles nobles datant du XVIIe siècle sauf de la salle du trône, ainsi que des voûtes et des sculptures.

Les rénovations de la salle du trône, de la salle du comtat, du clos couvert (façade, menuiseries) et de la cour extérieure n'ont pas pu être ajoutées dans cette première opération. Cependant, des désordres de différentes origines sont tout de même présents dans ces zones et doivent être traités dans le cadre d'une nouvelle opération de travaux.

En ce qui concerne la salle du trône (encadrée en rouge ci-dessous), il a été constaté des traces d'usure sur l'ensemble de la salle, ainsi que l'apparition de quelques fissures. De nombreux éléments du décor sont altérés : pertes de matière dans les corniches ornées d'oves, fissurations des dalles de marbre devant la cheminée, mouvement important du mur percé par l'alcôve où est placé le trône et fissuration importante dans les angles de l'imposte. L'office annexe de la salle dans laquelle des premiers décors ont été découverts sera également à étudier.

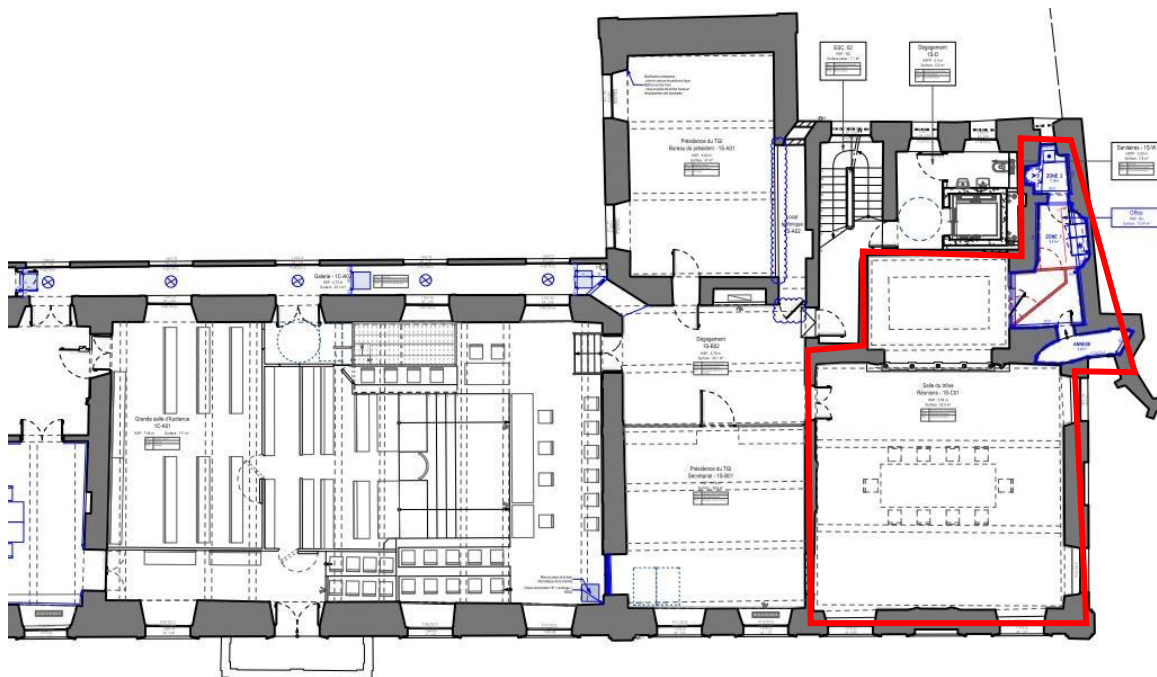


Figure 2 : Repérage salle du trône

Entre la salle du trône et la salle d'audience du Comtat (encadré en rouge ci-dessous) se trouve une circulation qui a majoritairement été traitée dans le cadre des travaux. Cependant, la frise de décors peints comporte encore des toiles qui n'ont pas été restaurées et qui doivent donc être étudiées.

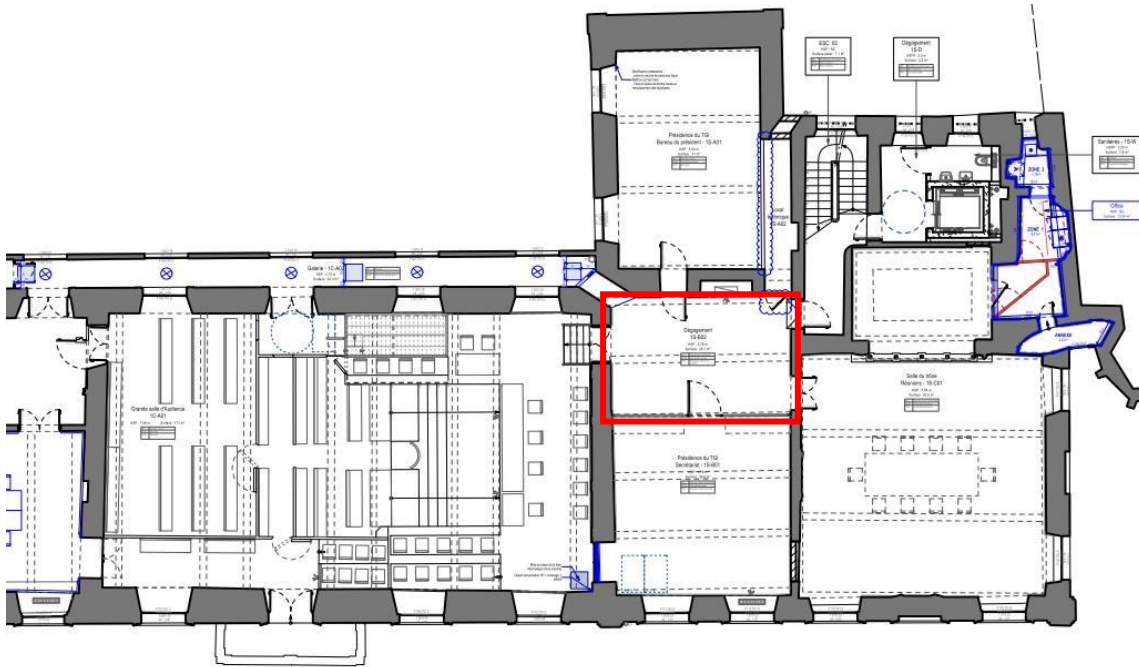


Figure 3 : Repérage circulation entre la salle du trône et la salle du Comtat

En ce qui concerne la grande salle d'audience appelée salle du Comtat (encadrée en rouge ci-dessous), seul un box détenus a été ajouté dans le cadre des travaux. Certains des décors de la salle présentent des marques d'usures et doivent donc être étudiés. Le mobilier en place dans la salle devra également faire l'objet d'un avis concernant son état.

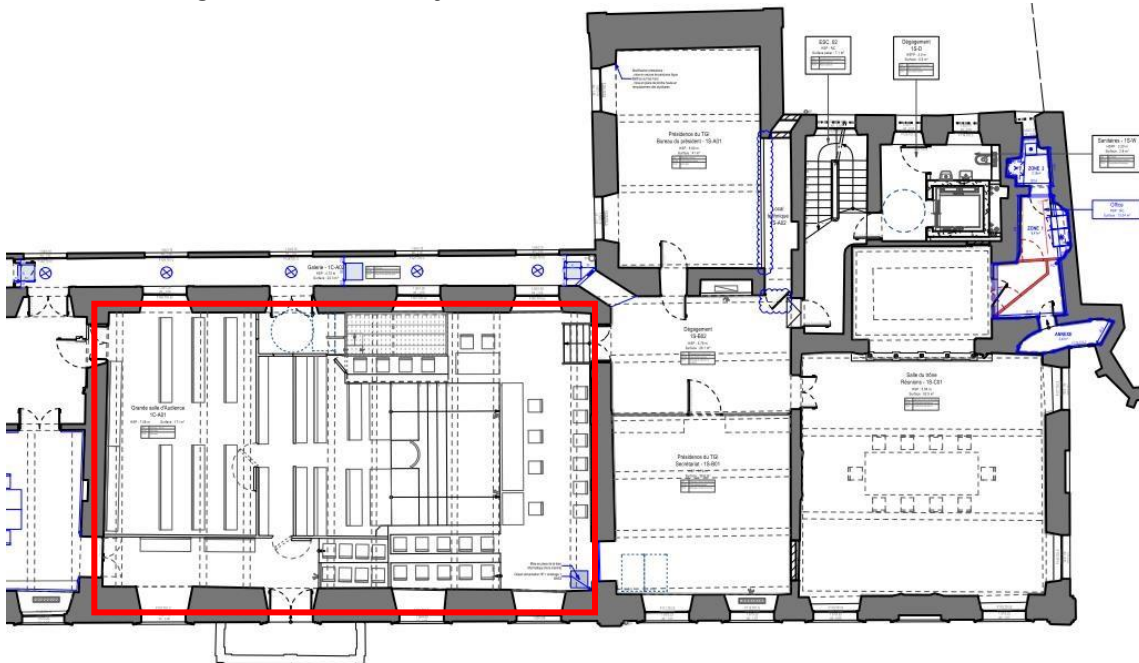


Figure 4 : Repérage salle du Comtat

[illegible]

Un diagnostic sur la restauration des salles du trône avec son office annexe, salle du Comtat et de la cour extérieure reste à réaliser pour finaliser le programme de l'opération et obtenir l'avis de la DRAC (contrôle scientifique et technique). Ce diagnostic permettra la connaissance totale des travaux restant à réaliser, et ainsi permettre le phasage de ceux-ci en complément du diagnostic déjà existant sur le clos et le couvert du bâtiment.

2.2.2.1 Généralités

Le diagnostic des salles du trône, de son office annexe et du Comtat sont ainsi indispensables à ce stade des études pour pouvoir déterminer les origines des désordres et prévoir un scénario d'intervention technique et financier pour les résoudre en respectant le caractère classé MH du bâti.

Ce diagnostic portera sur la salle du trône, de son office annexe et de la salle du Comtat. Les éléments suivants seront notamment à la charge du titulaire du marché :

- La réalisation des prélèvements sur site et l'envoi d'échantillons,
- La réalisation d'analyses en laboratoire
- La formalisation des conclusions de ces prélèvements
- La formulation de préconisations sur les travaux à prévoir ainsi que le chiffrage et l'évaluation de leur durée.

2.2.2.1.2 La cour extérieure

Le diagnostic de la cour est également indispensable à ce stade des études pour pouvoir déterminer les origines des désordres et prévoir un scénario d'intervention technique et financier pour les résoudre en respectant le caractère classé MH du bâti.

Ce diagnostic portera sur l'ensemble de la cour extérieure et ses environs proches, notamment les salles dans lesquelles sont constatés des désordres d'humidité. Les éléments suivants seront notamment à la charge du titulaire du marché :

- La réalisation de relevés topographiques de la cour et des zones à proximité immédiate ;
- La recherche des réseaux passant sous la cour et de ceux qui arrivent ainsi que la recherche de fuites ;
- La recherche de l'origine des désordres d'humidité dans les angles à la base du bâtiment et la recherche de dévoiement possible des arrivées d'eau de pluie qui se font actuellement au pied du bâtiment ;
- La recherche de nécessité de drains et l'origine des remontées capillaires (deux mur-tronics sont actuellement en place dans le palais au rez-de-chaussée)
- La recherche de possibilité d'élargissement du portail et de l'agrandissement de la cour ;
- La formalisation des conclusions de ces recherches et de ces relevés ;
- La formulation de préconisations sur les travaux à prévoir ainsi que le chiffrage et l'évaluation de leur durée.

Tous les frais afférents aux méthodologies proposées par le titulaire du marché et ses éventuels co-traitants ou sous-traitants sont réputés intégrés dans son offre financière. Les méthodologies du titulaire incluront un nombre suffisant de déplacements sur site et de prélèvements/relevés pour permettre d'avoir une vision précise et exhaustive des éléments à étudier.

Une visite préalable du site est possible sur demande à la maîtrise d'ouvrage. Voir le règlement de consultation.

Le prestataire présentera le diagnostic à l'équipe de maîtrise d'ouvrage lors d'une réunion spécifique, si possible en présence de la DRAC. La mission décrite ci-dessous fera l'objet d'un rapport, détaillant à la fois la méthodologie finalement mise en œuvre et les résultats obtenus. En particulier les préconisations adressées à l'équipe de MOA et aux futurs concepteurs pour la gestion des risques, si avérés, une estimation financière de la mise en œuvre de ces préconisations ainsi qu'un planning prévisionnel.

2.2.2.2 Descriptif de la mission

Les études de ce diagnostic permettent de renseigner le maître de l'ouvrage sur l'état des ouvrages afin de déterminer quelles interventions doivent être réalisées et dans quels délais.

Il est ainsi demandé au titulaire du présent marché un diagnostic de la salle du trône, de son office annexe, de la salle du Comtat et de la cour extérieure du Palais de Justice de Carpentras.

2.2.2.2.1 Les salles du R+1

Il s'agira d'étudier :

- Les décors peints des deux salles et de l'office annexe ;
- Les décors rapportés des deux salles et de l'office annexe ;
- Les décors moulurés de la salle du Comtat ;
- Les mobiliers des deux salles ;
- L'alcôve complète de la salle du trône ;
- Les sols, les plafonds et les murs des deux salles et de l'office annexe ;
- La balustrade de la salle du trône.

Le trône seul sera traité en tant qu'objet mobilier, le reste sera défini comme immeuble ou immeuble par destination.

Le diagnostic devra comprendre :

- L'étude historique des éléments de la salle du Trône, de son office annexe et de la salle du Comtat (décors et mobiliers) ;
- Les résultats des sondages et des découvertes avec leurs analyses ;
- La préparation des programmes des travaux à réaliser par lot afin de traiter les différents désordres avec une priorisation en fonction des urgences ;
- Un chiffrage prévisionnel des travaux à réaliser pour chaque lot ;
- Un planning prévisionnel d'intervention.

Pour chaque salle, les précisions suivantes sont attendues :

1- L'étude historique, alimentée par :

- Des recherches en archives ;
- La lecture des matériaux mis en œuvre, reportée sur photogrammétrie ou relevés de l'architecte (au 1/100ème minimum) ;
- Des sondages stratigraphiques des décors peints (avec dépose en recherche si nécessaire). Les zones de recherche proposées pourront être validées en lien avec la DRAC.

Il en découlera une chronologie relative et une critique d'authenticité, ainsi que la définition des analyses complémentaires nécessaires, portées sur photogrammétrie ou relevés de l'architecte (au 1/100ème minimum).

2- Le diagnostic a proprement parlé, incluant :

- Un inventaire des décors en place et du mobilier « remarquable », notamment le Trône ;
- Un constat d'état des pathologies ;
- Et une explication de leurs causes, portée sur photogrammétrie ou relevé 3D si souhaité.

3- Des propositions d'interventions exhaustives, précisant les protocoles de restauration pour chaque corps d'état, hiérarchisées par urgence et accompagnées d'un estimatif financier. Les corps d'état concernés par ce projet sont :

- Lot décors peints ;

- Lot stuc/plâtre ;
- Lot marbre ;
- Lot bois ;
- Lot dorures et polychromie complexes ;
- Lot huile sur toile ;
- Lot papier peints ;
- Lot tissus

2.2.2.2.2 La cour extérieure

Il s'agira d'étudier :

- L'historique des aménagements de cette cour arrière et par extension de la place accolée
- La gestion de l'évacuation des eaux pluviales de la cour pour éviter toute stagnation d'eau au niveau des façades du bâtiment et limiter la présence d'humidité dans les murs
- L'agrandissement de la cour et donc l'élargissement du portail par rapport au nouveau découpage cadastrale de la parcelle
- Le type de revêtement envisageable par rapport au caractère MH du bâtiment, par rapport à la gestion des eaux et par rapport à la destination fonctionnelle de la cour
- L'amélioration de l'aménagement relatifs aux ordures et vélos

Le diagnostic devra comprendre :

- L'étude des réseaux passant sous la cour et des réseaux d'évacuation des eaux pluviales ;
- Les résultats des relevés/sondages avec leurs analyses ;
- La préparation des programmes des travaux à réaliser par lot afin de traiter les différents désordres avec une priorisation en fonction des urgences ;
- Un chiffrage prévisionnel des travaux à réaliser pour chaque lot ;
- Un planning prévisionnel d'intervention.

Ce diagnostic devra permettre d'établir un programme fonctionnel, une estimation financière et un planning afin de pouvoir recruter une équipe de maîtrise d'œuvre pour l'opération globale regroupant le clos couvert, la salle du trône, son office annexe, la salle du Comtat et la cour extérieure.

Ce diagnostic devra être présenté lors d'une réunion de restitution au maître d'ouvrage et à la DRAC.

3 CREATION D'UNE RAMPE D'ACCES PMR RAYONNANTE SUR LE PARVIS DU PALAIS DE JUSTICE DE CARPENTRAS – PHASE 2

3.1 Présentation de l'opération

3.1.1 Nature et objectifs de l'opération

Le présent programme concerne la réalisation d'une rampe d'accès PMR rayonnante façon palais italiens au niveau de l'entrée principale du bâtiment sur la place Charles de Gaulle afin de terminer la mise en accessibilité complète du Palais de Justice de Carpentras.

Le bâtiment est classé au titre des monuments historiques dans sa globalité.

3.1.2 Contexte

Le bâtiment du palais de justice de Carpentras a fait l'objet d'une restauration et une mise aux normes accessibilité et incendie complète entre 2017 et 2022, menée par le département immobilier d'Aix-en-Provence. Les abords extérieurs n'ont pas été modifiés durant cette opération qui n'a concerné que l'intérieur du bâtiment. Les cheminements internes au bâtiment sont donc accessibles aux personnes à mobilité réduite. Cependant, l'entrée sur le domaine public du bâtiment n'est pas adaptée du fait de la présence d'une marche dont le ressaut n'entre pas dans les tolérances réglementaires.

3.2 Constat et besoins

3.2.1 Situation de la zone et constat général

Suite à la mise en accessibilité complète de l'intérieur du palais de justice de Carpentras, l'entrée principale donnant sur le domaine public doit être rendue accessible.

Une première porte monumentale en bois donne accès depuis la place Charles de Gaulle à un premier patio fermé (figure 6 ci-dessous). C'est ensuite une petite porte vitrée au fond à gauche qui donne accès au public à l'intérieur du bâtiment. Cette dernière est accessible aux PMR.



Figure 6 : Entrée principale du palais de justice de Carpentras donnant sur la place Charles de Gaulle

Une calade en pierre est présente dans le patio fermé et se poursuit dans l'entrebâillement de la porte en bois principale (figure 7 ci-dessous).

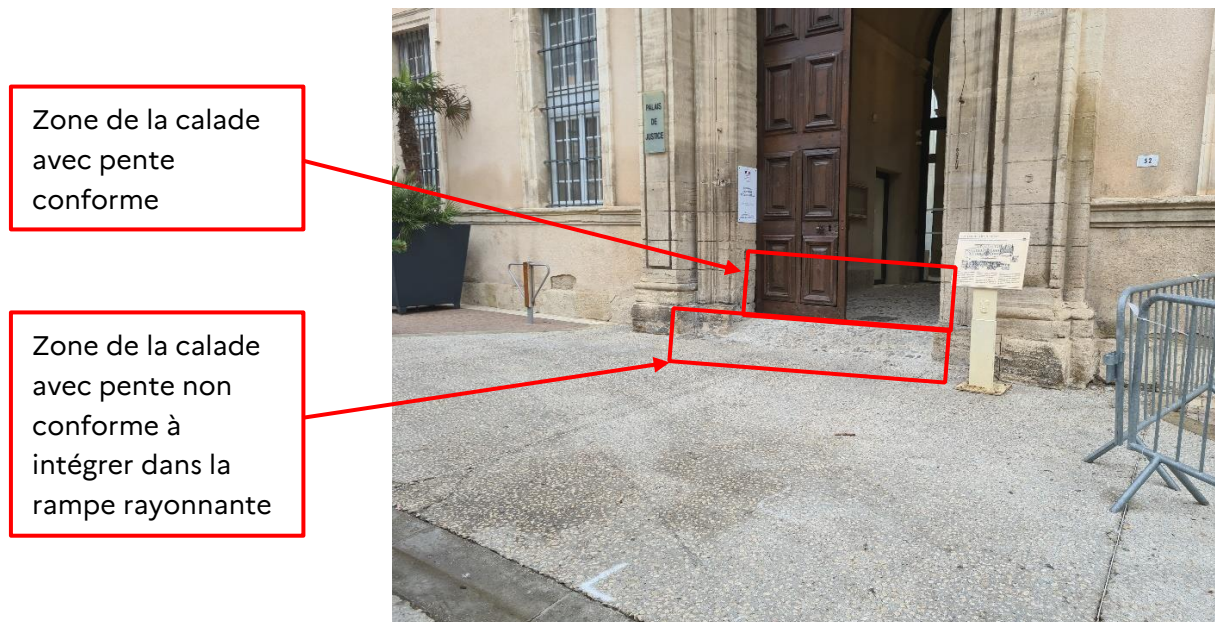


Figure 7 : Zoom sur l'entrée du palais de justice avec la calade neuve

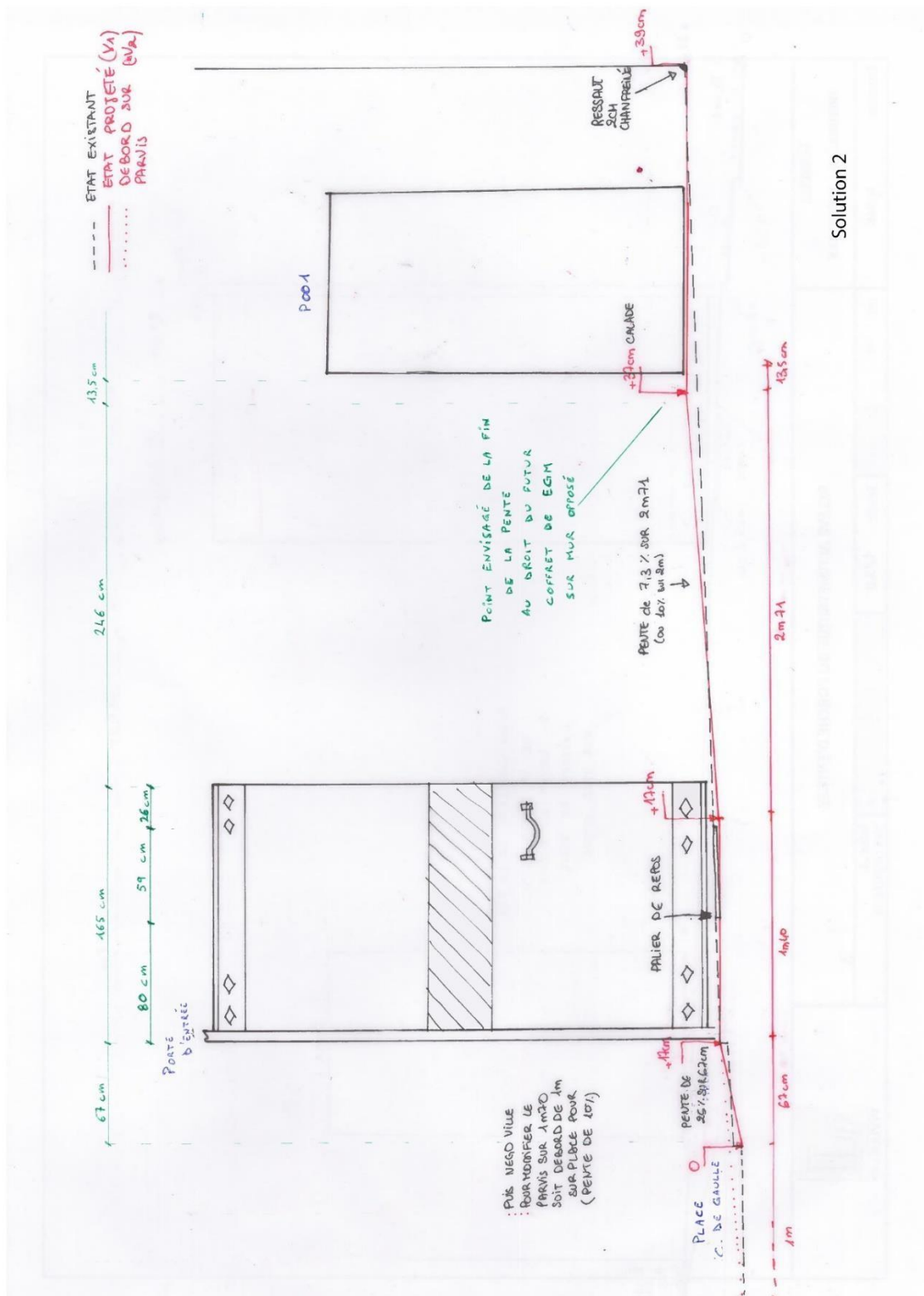
Un regard à conserver est présent sur la place et dans l'emprise de la rampe rayonnante (figure 8 ci-dessous).



Figure 8 : Zoom sur le regard à conserver

La calade du patio fermé a été entièrement rénovée durant les précédents travaux. La pente présente dans le patio a été étudiée pour qu'elle soit aux normes PMR, seule la pente entre la porte et la place est trop raide par rapport aux seuils de la réglementation. Le détail des pentes réalisées durant les travaux dans le patio est présent sur la figure 9 ci-dessous. En effet, d'après les relevés du maçon lors des travaux de la calade du patio fermé, il a été constaté que la différence de niveau entre la place et le patio fermé du bâtiment est de 17,5cm. Avant l'intervention de rénovation, une marche en pierre était présente qui a été remplacée par une

courte pente pour préparer la mise en place de la rampe rayonnante. Il s'agit donc de prolonger l'actuelle pente afin que cette dernière respecte les normes d'accessibilité.



Solution 2

Figure 9 : Pentes du patio entre la porte d'entrée monumentale du palais et l'intérieur du palais

3.2.2 Périmètre et définition de l'opération

3.2.2.1 Généralités

Après une première étude de faisabilité réalisée par les architectes du projet de rénovation du bâtiment, il a été préconisé la réalisation de la rampe rayonnante façon palais italiens (figure 10 ci-dessous). Cette solution a été proposée à la mairie par mail dans un premier temps pour un accord de principe, et a ensuite été intégrée dans l'ATMH balais qui a été redéposée en fin d'opération pour préciser les modifications qui ont été apportées au projet pendant la période de travaux.

De plus, L'UDAP et la DRAC, les deux entités à consulter pour des travaux en abord de ce patrimoine, ont déjà pu remettre leur avis de principe sur le projet de rampe à mettre en place au niveau de l'entrée principale.



Figure 10 : Croquis de principe de la rampe rayonnante façon palais italien attendue

3.2.2.2 Recherche de faisabilité

Dans le cadre de la faisabilité, 2 dimensions de rampes rayonnantes ont été proposées :

- La première avec une pente de 5% ce qui représenterait une rampe de 350cm de long depuis le niveau de la porte qui est légèrement en renfoncement par rapport à la façade, soit un dépassement de 286cm sur la place Charles de Gaulle.
- La seconde avec une pente de 4,22% ce qui représenterait une rampe de 414 cm de long depuis le niveau de la porte qui est légèrement en renfoncement par rapport à la façade, soit un dépassement de 350 cm sur la place Charles de Gaulle.

En termes de visuel, la rampe aurait la forme suivante. Les dimensions dépendront du choix qui sera retenu :

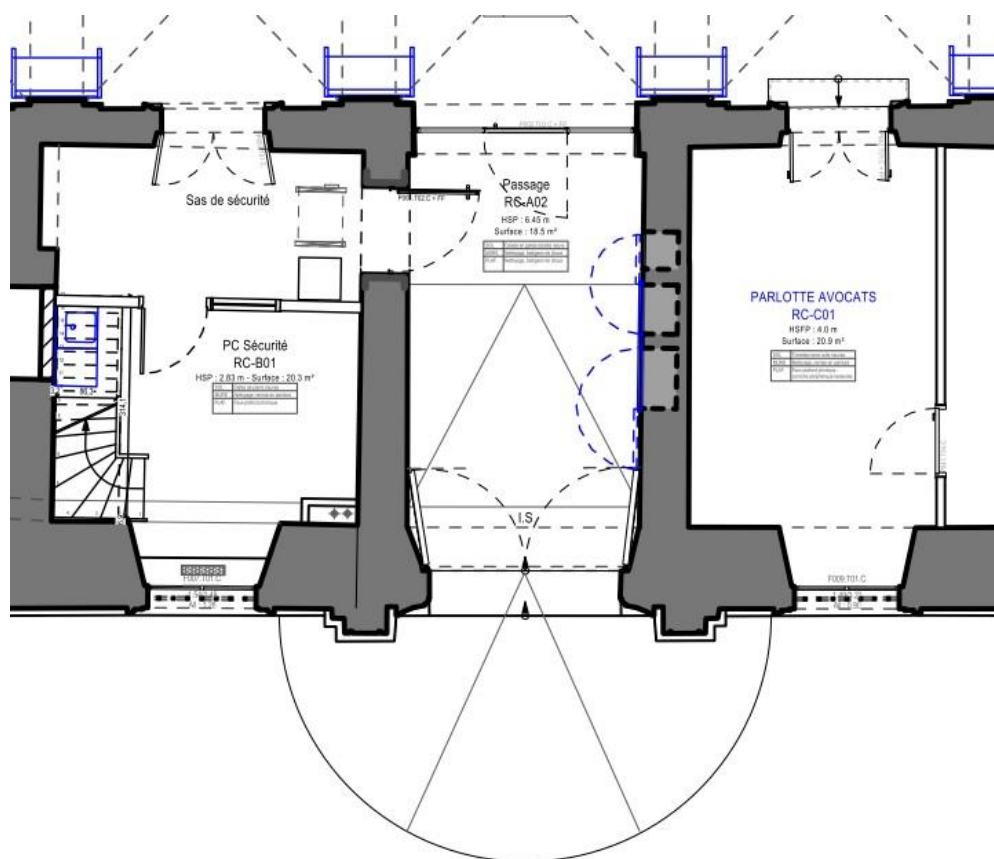


Figure 11 : Représentation sur plan de la forme de rampe rayonnante

Seule la première proposition a été envoyée à la mairie de Carpentras pour avis car il s'agit de la proposition qui occupe le moins de place sur la voie publique. Le principe de réalisation d'une rampe en arc de cercle type tapis rayonnant sur l'entrée du palais a été validé par mail. Cependant, la mairie a demandé l'étude d'une rampe plus douce en pourcentage pour essayer de garder la règle du pourcentage en dévers. Il est donc nécessaire de vérifier si la seconde proposition respecte cette règle ou si une pente encore plus douce doit être envisagée.

Concernant l'avis remis par la DRAC suite à une concertation des architectes des bâtiments de France, il nous a été demandé que le revêtement du plan incliné, en forme de tapis rayonnant, soit en béton désactivé. Il doit plutôt s'harmoniser avec les teintes beiges de la façade du palais de justice. Il est important de noter que la façade du palais va être rénovée dans un prochain projet.

Également, étant donné qu'il s'agit de travaux modificatifs sur le parvis du bâtiment, cela est considéré comme une modification des voies ou espaces publics en site patrimoniale remarquable (car aux abords directs d'un monument historique classé). Il sera nécessaire de réaliser une Déclaration Préalable (art R.421-25 du code urbanisme).

Dans ce cadre, la maîtrise d'œuvre aura pour objectif d'affiner les dimensions de la rampe rayonnante en fonction de la réglementation accessibilité et de l'existant afin que cette dernière s'intègre au mieux à l'existant. Elle devra également prévoir de réaliser toutes les pièces nécessaires aux procédures administratives demandées par les services de la mairie, du ministère de la culture ou tout autre service instructeur.

4 CONTRAINTES ET EXIGENCES

4.1 Contraintes réglementaires

Le palais de justice de Carpentras dans sa globalité se situe dans un ERP de 3^e catégorie avec activité de type L et W au titre de la réglementation relative aux Établissements Recevant du Public (ERP). Les travaux du présent marché devront donc s'y conformer. De plus, la place sur laquelle sera construite la rampe rayonnante se situe en zone patrimoniale remarquable.

Les textes réglementaires à respecter sont notamment :

- Le Code du patrimoine,
- Le Code de l'Urbanisme,
- Le Code de la Construction et de l'Habitation notamment ses articles relatifs à l'accessibilité,
- L'arrêté du 8 décembre 2014 relatif à l'accessibilité,
- Le règlement de sécurité contre l'incendie dans les ERP,
- Le Code du Travail et ses articles relatifs à l'accessibilité,
- Le Code de la Santé Publique et plus particulièrement le règlement Sanitaire Départemental,
- L'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 et le décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics, ainsi que les différents Cahiers des Clauses Administratives Générales (Travaux, prestations intellectuelles),
- Les Normes françaises électriques, notamment NF C 15-100,
- Les Cahiers des Clauses Techniques Générales (C.C.T.G)
- Les Documents Techniques Unifiés (DTU),
- Le Répertoire des Éléments et Ensembles Fabriqués du Bâtiment (R.E.E.F),
- Les Normes françaises AFNOR,
- Les Règles professionnelles et avis techniques du CSTB,
- Les règles sanitaires en vigueur et les dernières préconisations de l'OPPBTP.

La maîtrise d'œuvre devra prendre en considération l'ensemble des textes réglementaires applicables cette opération, notamment ceux paraissant durant les phases d'études jusqu'à l'obtention de l'acte administratif accordant la réalisation des travaux.

4.2 Contraintes patrimoniales

Le bâtiment devant lequel la rampe rayonnante sera réalisée est classé dans son intégralité au titre des monuments historiques.

L'Architecte des Bâtiments de France et la Direction Régionale des Affaires Culturelles (DRAC) sont très impliqués sur l'ensemble des travaux concernant ce bâtiment. Leur avis devra donc être demandé dans le cadre de cette opération.

4.3 Contraintes autres

L'exécution des prestations s'effectue à l'entrée d'un Etablissement Recevant du Public **en fonctionnement**. L'intervention ayant lieu pour la première mission (partie 2 du présent programme) dans la salle d'audience principale, dans les salles mitoyennes (circulation et salle du trône) et pour la seconde mission (partie 3 du présent programme) sur l'entrée principale du bâtiment, et l'activité judiciaire ne pouvant pas être stoppée, une organisation sur des

horaires et délais contraints devra être envisagée en fonction de la durée de l'intervention. Les périodes de vacances judiciaires ou les week-ends seront à privilégier.

L'organisation des interventions travaux devront également être anticipées avec le tribunal et la mairie pour ne pas impacter les événements qui ont lieu sur cette place, entre-autre le marché tous les vendredi matin. Un phasage particulier sera à prévoir avec le palais et la mairie ainsi qu'une sécurisation de la zone chantier.

Pour la première mission, un phasage particulier pourra être prévu en fonction de la période d'intervention et des contraintes de l'activité du site. Pour la seconde mission, un phasage particulier sera à prévoir avec le palais et la mairie ainsi qu'une sécurisation de la zone chantier.

Le titulaire veillera au respect des règles de sécurité du chantier et du travail. Les nuisances et/ou les dommages sur l'environnement devront être réduits au maximum et notamment :

- Le bruit ;
- La vibration du sol ;

Le titulaire veillera à la remise en état des salles dans lesquels il sera intervenu pour la réalisation de ce diagnostic. Il veillera également à la remise en état du site d'intervention et des abords directs.

Toute intervention qui n'aurait pas été expressément validée par le maître d'ouvrage ne pourra donner lieu à paiement.

De plus, l'accès des véhicules à la place où se situeront les travaux est soumis à l'accord de la mairie : une demande d'occupation de la place doit être faite au préalable.

En outre :

- Le titulaire du présent marché s'engage, pour l'exécution de sa mission, à affecter les personnes désignées dans son offre.
- Le titulaire s'engage à accomplir sa mission selon les règles de sa profession et l'ensemble des textes en vigueur encadrant ses interventions.
- Il s'engage à protéger la confidentialité des travaux du maître d'ouvrage.
- Il s'engage à ne pas divulguer les résultats de ses travaux sans l'autorisation du maître d'ouvrage.
- Il s'engage enfin à faire preuve dans la rédaction des documents de la plus parfaite neutralité.
- Une réunion de restitution sera organisée soit à l'initiative du titulaire, soit à l'initiative du maître d'ouvrage. Une réunion de lancement est attendue. Si nécessaire, une ou plusieurs réunions intermédiaires pourront également être organisées
- Pendant une période de trois mois à compter de la remise de la totalité des documents clôturant une mission, le titulaire s'engage à leur apporter, sans rémunération spéciale, les correctifs nécessaires – suite à des erreurs ou omissions constatées – qui lui seraient demandés par le maître de l'ouvrage.
- Le titulaire s'engage à s'adapter aux disponibilités du site fixé par le maître d'ouvrage et les utilisateurs.
- Le titulaire s'engage à travailler en lien étroit avec l'ABF et la DRAC et devra reprendre son étude sans frais supplémentaires pour répondre aux exigences de la DRAC et de la maîtrise d'ouvrage.

5 COMPETENCES ATTENDUES POUR LA MAITRISE D'ŒUVRE

Pour réaliser ces missions, le maître d'œuvre devra :

- Posséder les compétences requises au sens de l'article R. 621-28 du Code du patrimoine à savoir être architecte en chef des Monuments historiques, architecte du patrimoine ou équivalent. L'architecte sera mandataire en cas de groupement.
- Avoir des compétences en VRD (Voirie et Réseaux Divers).
- Avoir des compétences sur les fluides, notamment sur les pathologies d'humidité et de gestion de l'eau sur les bâtiments anciens.
- S'adjoindre toutes les compétences des bureaux d'études ou d'expertises qu'il juge utile afin de répondre à l'ensemble des problématiques et spécificités affichées dans ce programme.

6 DELAIS DE REALISATION DE L'OPERATION ET BUDGET

6.1 Délais

Le planning prévisionnel de l'opération est le suivant. Ce dernier est à titre indicatif car la période de travaux sera à planifier en prenant en compte les contraintes d'accès du tribunal et les contraintes de la mairie notamment par rapport aux événements qui ont lieu sur la place. Un planning prévisionnel devra être proposé par le candidat dans son offre :

Planning prévisionnel	2025							
	4	5	6	7	8	9	10	11
Notification du marché de Maîtrise d'œuvre								
Diagnostic								
Réalisation état des lieux et interventions pour diagnostic								
Remise du diagnostic avec chiffrage et faisabilité								
Délais d'échanges et modifications								
Rampe PMR Rayonnante								
Etudes maîtrise d'œuvre								
Réalisation des procédures administratives nécessaires								
Consultation des entreprises								
Notification des marchés de travaux								
Démarrage des travaux et délai travaux								

6.2 Enveloppe financière

La part de l'enveloppe financière prévisionnelle hors TVA affectée aux travaux pour la phase 2 par le maître d'ouvrage est de $C_0 = 5\,000$ € HT (**valeur février 2025 – index BT 01**).

7 CONCLUSION

Plus qu'un simple cahier des charges, ce document est aussi un outil de dialogue entre maîtrise d'ouvrage et maîtrise d'œuvre. Le programme restera le document de référence tout au long de l'opération, notamment au moment d'éventuels choix postérieurs au marché de maîtrise d'œuvre. Le programme gardera cependant un caractère évolutif afin de résoudre de manière durable l'origine des désordres constatés dans la zone du patio et ses alentours directs.

Toutes les suggestions du maître d'œuvre qui tendent à améliorer la qualité de ce programme seront entendues par le maître d'ouvrage.